Burundi : Le processus électoral a tourné au vinaigre dès les communales

@rib News, 24/07/2010Une colossale gueule de bois Ã©lectoraleÂ !Par Karayenge Athanase Les Burundais ont mal aux cheveux comme on dit. Une expression familiÃ¨re pour dÃ©signer le mal de tÃªte caractÃ©ristique dont souffrent les personnes qui ont abusÃ© de la consommation d'alcool la veille, au cours d'une fÃªte trop bien arrosÃ©e.La fÃªte Ã©lectorale burundaise, les Ã©lections communales du 24 mai 2010, a eu lieu. Elle Ã©tait splendide. Elle rÃ©sonnait comme une magnifique promesse de dÃ©mocratie apaisÃ©e dans un pays encore profondÃ©ment traumatisÃ© par la guerre civile qui a durÃ© presque 16 ans. Les Ã©lections communales ouvraient ainsi le bal d'une sÃ©rie d'Ã©lections gÃ©nÃ©rales qui s'Ã©chelonneront entre mai et septembre 2010. Etaient-elles trop belles ces Ã©lections pour Ãªtre vraiesÂ ? Pourquoi ont-elles tournÃ© au vinaigreÂ ?

La crispation soudaine des partis politiques de l'opposition dont les scores respectifs sont trÃ¨s infÃ©rieurs Ã leurs attentes, la victoire, pas si extravagante en dÃ©finitive du parti CNDD-FDD, 64% seulement si l'on peut dire, n'expliquent pas Ã elles seules le dÃ©rapage des Ã©lections communales. En effet, on est loin du score stalinien ou brejnÃ©vien dÃ©noncÃ© par certai hommes politiques. Et pourtant la victoire des uns et la dÃ©faite des autres ont le mÃªme goÃ»t amer, un arriÃ¨re goÃ»t de quinine.DÃ©cidÃ©ment quelque chose s'est brisÃ©e. Le doute sur la transparence, la sincÃ©ritÃ© et la crÃ©dibilitÃ© des rÃ©su scrutin s'est glissÃ© dans tous les esprits et a crÃ©Ã© un trouble certain. DÃ¨s lors, peut-on craindre que la belle fÃªte Ã©lectorale se soit terminÃ©e en queue de poissonÂ ? Est-elle dÃ©finitivement ternie et compromiseÂ ?Au soir du 25 mai, quand la majoritÃ© des bureaux de vote fermaient sur l'ensemble du territoire, l'euphorie Ã©tait gÃ©nÃ©rale. Les observateurs nationaux et internationaux, les mÃ©dias opÃ©rant dans une superbe synergie, le simple citoyen-Ã©lecteur se congratulaient Ã qui mieux mieux. Le climat bon enfant avait marquÃ© la journÃ©e Ã©lectorale. MÃªme les bÃ©bÃ©s Ã©taient Ã la fÃªte ! Ac au sein des mamans dans les files d'attente. Image on ne peut plus belle et rassurante.La sÃ©rÃ©nitÃ© et la maturitÃ© du peuple burundais avaient Ã©tÃ© impressionnantes. La sÃ©curitÃ© avait Ã©tÃ© totale. Les Ã©lecteurs avaient fait la queue, dÃ¨ tÃ´t matin, pour voter massivement. Le taux de participation, 90 %, Ã©tait absolument extraordinaire dans un pays oÃ¹ le vote n'est pourtant pas obligatoire comme en Belgique.Cafouillages Ã la pelleÂ !Les observateurs internationaux et nationaux, les mÃ©dias et les citoyens-Ã©lecteurs qui estiment que les Ã©lections communales se sont bien dÃ©roulÃ©es ont absolument raison. En mÃªme temps, les partis politiques qui doutent de la sincÃ©ritÃ© des rÃ©sultats du scrutin et les contestent mÃªme ont aussi parfaitement raison. Ainsi, le psychodrame Ã la burundaise, imprÃ©visible et potentiellement violent, est dÃ©sormais constituÃ©.En vÃ©ritÃ©, le scrutin s'est dÃ©roulÃ© en deux phases. Comme la lune, et sans jouer sur l mots, le scrutin burundais avait deux facesÂ : la face illuminÃ©e et radieuse du jour et la phase obscure de la nuit. Nuit des longs couteaux au cours de laquelle, comme dans les romans policiers les plus haletants, les crimes, censÃ©s parfaits, ne laissent aucune trace. Voire !Le report in extremis de la date des Ã©lections, le matÃ©riel Ã©lectoral qui manquait dans plusieurs bureaux de vote, le vote tardif dans certains bureaux, la coupure impromptue et simultanÃ©e d'Ã©lectricitÃ© dans plusieurs localitÃ©s dont le rÃ©seau n'est pourtant pas interconnectÃ©, les urnes en ballade, retrouvÃ©es aprÃ¨s le scrutin dans des Ã©coles avec des bulletins non comptabilisÃ©s, les soupÃ§ons persistants de substitution d'urnes et de manipulation des procÃ¨s verbaux aprÃ¨s le comptage des voix, l'absence de procÃ¨s verbaux incontestables Ã©tablis immÃ©diatement aprÃ¨s le comptage et signÃ©s par tous les mandataires politiques, les isoloirs trop sommaires et qui n'isolaient pas vraiment l'Ã©lecteur, la dÃ©faillance ou la naÃ¯vetÃ© supposÃ©e de plusieurs mandataires politiques dont les consciences auraient Ã©tÃ© achetÃ©es, les "torrents d'argent" selon l'expression d'un diplomate dÃ©versÃ©s dans la campagne, les pressions et les menaces sur les Ã©lecteurs paysans les plus crÃ©dules, le manque de rÃ©activitÃ© de la CENI, des CEPI et CECI pour sanctionner ou au moins pour dÃ©noncer les irrÃ©gularitÃ©s constatÃ©es par les mÃ©dias (utilisation des moyens d l'Etat, poursuite de la campagne aprÃ¨s la pÃ©riode lÃ©gale), le sentiment que des formations politiques jouissaient d'une certaine complaisance de la part de la CENI et d'impunitÃ© de fait, tous ces facteurs et bien d'autres encore ont incontestablement terni les Ã©lections communales burundaises de 2010.MalgrÃ© les efforts louables du prÃ©sident de la CENI, Pierre Claver Ndayicariye pour donner rÃ©guliÃ¨rement "des Ã©clairages", afin de garder le contact avec le pays et mettre en perspective les dÃ©cisions mÃªme surprenantes et contestables de son organisation, la belle mÃ©canique a visiblement dÃ©raillÃ© et le diable en personne est sorti de sa boÃ®te de Pandore, de la caisse Ã©lectorale contenant tous les maux et tous les risquesÂ !Les esprits les moins chagrins et les plus tolÃ©rants estimeront qu'il s'agissait peut-Ãªtre des inÃ©vitables erreurs de lancement d'un processus Ã©lectoral burundais trÃ¨s complexe, des signes de dÃ©sorganisation Ã l'africaine, en somme. Maigre consolationÂ !Car le doute et le trouble sur la sincÃ©ritÃ© et la crÃ©dibilitÃ© du scrutin atteignent chiffre 9, le dernier sur l'Ã©chelle de Richter qui mesure la violence des tremblements de terre. Qu'apprend-onÂ ? Les citoyens burundais apprennent que le marchÃ© d'impression des cartes d'Ã©lecteurs aurait Ã©tÃ© gagnÃ© par une entreprise ougandaise, soupÃ§onnÃ©e d'Ãªtre impliquÃ©e dans la vente non encore Ã©lucidÃ©e ni sanctionnÃ©e par la justice de l'avion FALCON 50. La mÃªme entreprise serait impliquÃ©e dans la production des fameux cahiers d'Ã©coliers qui constituaient Ã la fois un "don" et un "remboursement" d'une dette d'environ 8 millions de dollars que l'Ouganda doit au Burundi depuis plusieurs annÃ©es.En outre, le marchÃ© de l'impression des bulletins de vote aurait Ã©tÃ© gagnÃ© par une entreprise sud-africaine qui aurait gagnÃ© aussi le marchÃ© de l'exploitation des mines de nickel au Burundi.Si ces faits Ã©taient avÃ©rÃ©s et prouvÃ©s, ils seraient particuliÃ¨rement graves car ils dÃ©montreraient que les Ã©lections burundaises ont Ã©tÃ© entachÃ©es un conflit d'intÃ©rÃªt Ã©vident qui suffirait Ã lui seul de faire annuler les Ã©lections communales et les suivantes.Si transparence il y avait au pays de Samandari, des entreprises, Ã©trangÃ¨res ou nationales qui auraient des intÃ©rÃªts Ã©conomiques lÃ©gitimes et importants au Burundi ne devraient pas Ãªtre admises dans la compÃ©tition pour le marchÃ© d'impression d'outils par lesquels la souverainetÃ© nationale s'exprime. MÃªme si elles Ã©taient les moins disantesÂ !Du reste, la commande par la CENI, Ã la derniÃ¨re minute, de bulletins supplÃ©mentaires Ã une entreprise de la place prouve bien qu'il aurait Ã©tÃ© possible de confier la production du matÃ©riel Ã©lectoral Ã des entreprises locales qui disposent d'un double avantage. Elles fournissent du travail Ã des citoyens burundais et ensuite, le contrÃ´le et la rapiditÃ© de livraison du matÃ©riel Ã©lectoral auraient Ã©tÃ© infiniment plus rapides et plus faciles. En effet, la CENI aurait eu la possibilitÃ© d'informer

rÃ©guliÃ¨rement les partis politiques sur l'Ã©volution du processus de production du matÃ©riel Ã©lectoral et aurait ainsi apaisÃ© les inquiÃ©tudes suscitÃ©es par ce possible conflit d'intÃ©rÃªt.Comment "assainir" la situation Ã prÃ©sentÂ ?Sans faire un jeu mot trop facile, comment "assainir" la situation en effetÂ ? Certes, tous les Ã©lÃ©ments Ã©voquÃ©s plus haut sÃ¨ment le doute et le trouble sur la sincÃ©ritÃ© et la crÃ©dibilitÃ© des Ã©lections communales et fragilisent les scrutins qui suivent dans le calendrier Ã©lectoral de 2010. Le bilan actuel est tout simplement calamiteux. Puisque les partis de l'opposition se sont retirÃ©s du processus Ã©lectoral. Ce retrait constitue, en soi, un grave revers pour tous les Burundais. Il ne serait ni convenable ni raisonnable d'en minimiser la portÃ©e et les dÃ©gÃ¢ts politiques potentiels.Le Burundi renouerait-il dÃ©jÃ avec le conflitÂ ? Que le ciel l'en prÃ©serveÂ ! Ce serait inacceptable car la population a droit Ã la paix. Du reste, depuis les Accords de Paix et de RÃ©conciliation qui fÃªteront dix ans cette annÃ©e car signÃ©s le 28 aoÃ»t 2000, il existe une philosophie politique qui privilÃ©gie le respect entre protagonistes, la nÃ©gociation et la rÃ©solution pacifique des conflits, le partage Ã©quilibrÃ© du pouvoir entre les institutions et les ethnies, bref un systÃ¨me inclusif qu'on a appelle "consociatif".Les partis politiques sont animÃ©s tous par la bonne volontÃ©, peut-on l'espÃ©rer. Ils ont tous l'ambition lÃ©gitime de gouverner le pays et lui assurer la paix et le dÃ©veloppement. Ils veulent du bien pour la nation burundaise. Il est donc urgent que le dialogue reprenne entre les protagonistes. Non pas pour prÃ©parer une quelconque nÃ©gociation qui aboutirait au partage du pouvoir entre la majoritÃ© et l'opposition.Le temps des nÃ©gociations de Kajaga et Kigobe est dÃ©passÃ©. Il faudrait que la CENI et d'autres bonnes volontÃ©s aident le parti majoritaire Ã gagner les Ã©lections de faÃ§on incontestable et crÃ©dible et l'opposition Ã perdre de faÃ§on loyale et honorable. Ou l'inverseÂ !Du reste, le parti de l'aigle, du manioc et de l'Ã©pÃ©e, le CNDD-FDD, s'est Ã©lÃ©gamment engagÃ© Ã favoriser l'organisation du scrutin dans les bureaux de vote oÃ¹ seraient relevÃ©es des irrÃ©gularitÃ©s flagrantes. Il accepterait mÃªme que toutes les Ã©lections communales soient organisÃ©es Ã nouveau Ã condition que ce soit la CENI qui dÃ©cide d'annuler le scrutin du 24 mai 2010. Comme on dit dans le langage des lanceurs de satellites dans l'espace, Ã Kourou en Guyane franÃ§aise ou Ã Cap Kennedy, c'est peut-Ãªtre une fenÃªtre de tir favorable qui s'ouvre ainsi.Ainsi, pour pouvoir ramener les partis de l'opposition dans le processus Ã©lectoral, il est important que la CENI ne soit pas contestÃ©e et que les partis d'opposition ne fassent pas de sa dÃ©mission une condition pour reprendre le dialogue.En contrepartie, il faut que la CENI donne rapidement des signes qu'elle est effectivement indÃ©pendante et neutre. En outre, il faut que dÃ©sormais elle soit Ã©conome de dÃ©clarations fracassantes qui heurtent l'opinion et l'opposition en particulier.En effet, affirmer qu'une Ã©lection prÃ©sidentielle avec un seul candidat constitue, malgrÃ© tout, une Ã©lection dÃ©mocratique crÃ©dible, c'est vÃ©ritablement jouer avec le feu, c'est prÃ©parer une terrible rÃ©gression politique pour le pays. Ces propos pourraient donner l'impression que la CENI est prÃªte Ã accompagner une aventure politique qui conduirait le pays dans l'impasse.Dans son langage imagÃ©, colorÃ© et convainquant, Pierre Claver Ndayicariye adore parler cuisine, ingrÃ©dients, desserts, menus succulents, sel et piment. Il est Ã espÃ©rer que la CENI qu'il anime de main de maÃ®tre ne servira pas au peuple burundais un plat constituÃ© uniquement de piment. Car la CENI ne pourrait mobiliser assez de pompiers pour Ã©teindre l'incendie buccal qui gagnerait tout le paysÂ !Par consÃ©quent, il faudrait que la CENI se dÃ©pÃªche de rÃ©unir tous les protagonistes autour d'une table de nÃ©gociations et qu'elle invalide les scrutins communaux entachÃ©s de trop d'irrÃ©gularitÃ©s ou organisÃ©es de nuit. En rÃ©alitÃ©, les irrÃ©gularitÃ©s les plus graves relevÃ©es pendant les Ã©lections communales peuvent recevoir une double rÃ©ponse juridique et politique satisfaisante sans que la CENI ne se rÃ©fÃ¨re Ã la seule loi Ã©lectorale ni ne s'enferme dans sa seule logique.De toutes maniÃ¨res, si les revendications de l'opposition n'Ã©taient pas prises en considÃ©ration, celle-ci pourrait retirer les conseillers communaux Ã©lus sur les listes respectives des partis qui la composent. Ainsi, les Ã©lections communales seraient annulÃ©es de fait dans les communes, mÃªme si celles-ci ne sont pas nombreuses, oÃ¹ le CNDD-FDD ne disposerait pas Ã lui seul de majoritÃ© simple. Avec le risque que les communes burundaises soient gouvernÃ©es par un parti unique pendant toute la mandature prochaine. Est-ce une perspective dÃ©mocratique acceptableÂ ? Non Ã©videmmentÂ !Le Burundi devrait faire l'Ã©conomie de ce dÃ©sordre institutionnel supplÃ©mentaire et de ce gÃ¢chis monumental car ils fragiliseraient encore davantage sa crÃ©dibilitÃ© internationale. Du moins ce qui lui en reste aprÃ¨s ce premier pataquÃ¨s Ã©lectoralÂ !